

ment coupables comme on l'affirme, si nous constituons vraiment un péril grave pour le Parti, il ne faudra pas hésiter à nous frapper. Mieux, il faudra demander au Congrès, qui donnera une forme plus solennelle à la sanction, après un rapport motivé, de nous exclure du Parti.

Mais auparavant, camarades, il faut nous entendre; il faut que vous nous assuriez toutes les garanties qu'on doit à des membres du Parti. Quand vous serez informés, il faudra que vous retourniez devant les militants pour être mandatés. La force d'une majorité ne suffit pas! L'autorité du Secrétariat du Parti ne suffit pas. Le prestige du gouvernement ne suffit pas. Il faut que la *justice socialiste* soit satisfaite.

Lorsqu'il s'est agi des indisciplines d'une fraction parlementaire se dressant contre la volonté du Parti, on a pris d'innombrables précautions. Cependant ils étaient, eux, indisciplinés à l'égard des décisions *REGULIERES du Parti*, ce qui n'est pas le cas en ce qui nous concerne. Ils avaient voté les crédits militaires en mai et cependant, en juillet 1933, vous vous dressiez tous pour les protéger. Et en novembre encore, alors que leur volonté de scission était patente, Paul Faure leur tendait des mains fraternelles.

Malgré l'humiliation que comporte pour nous cette comparaison, nous constatons que nous sommes traités beaucoup plus cruellement alors que nous sommes restés fidèles, nous, aux engagements pris devant le Parti et à ses principes constitutifs.

Car nous affirmons n'avoir pas violé la discipline du Parti. Quant à la discipline à observer à l'égard du Gouvernement, c'est évidemment sur ce point que la discussion doit porter.

LE DOSSIER DE L'ACCUSATION

Si quelque chose m'a vraiment surpris dans cette séance, c'est d'avoir vu monter à la tribune un délégué qui me paraît être parmi les moins qualifiés pour dresser un tel réquisitoire contre nous. Je revois Francis Desphilippon, il y a quelques années, à la suite d'une réunion de propagande que j'avais faite à la 19^e section. Il était alors associé aux milieux communistes, à la revue *Monde*, et je me souviens de l'insistance que je mettais à le convaincre de la nécessité d'adhérer à notre Parti. Que ce soit lui qui ait fait l'effort maximum, aujourd'hui, pour obtenir qu'on m'en fasse sortir me paraît tout de même manquer d'élégance.

Je le revois ensuite donnant des articles à la publication trotskyste *La Vérité*, et lié continuellement et défendant des motions avec les trotskystes (dont Molinier)... Que ce soit lui qui soit venu établir ici frauduleusement l'existence d'un vaste complot « trotskyste » contre le Parti, cela me paraît assez indécent.

Enfin, je l'entends encore, il y a quelques jours, au Conseil fédéral de la Seine, qui devait, par 7.500 mandats sur 11.000 s'op-

poser à toute exclusion (la minorité n'osant même pas proposer des exclusions) me demander de faire une motion unanime pour s'opposer ici à toute exclusion. Ces attitudes jugent un homme et une thèse. Nous demanderons à la fédération de la Seine si c'est ainsi qu'elle avait compris le mandat de son délégué. Mais pour le moment, je me bornerai à reprendre une à une les accusations apportées à cette tribune contre la Gauche Révolutionnaire.

Qu'il se lève, le délégué d'une fédération dans laquelle mes amis ou moi nous avons porté préjudice au Parti par notre propagande extérieure Personnellement, j'invoque le témoignage des camarades de Nancy, Marpent (Nord), Blois, Keryado, Dijon, Orléans, Corbie, Bordeaux, Saint-Etienne, Firminy, Migennes, Roche-la-Molière, Longwy, Chartres... où je suis allé ces dernières semaines... (Plusieurs délégués témoignent qu'il en est bien ainsi.)

Nous avons porté nos critiques à l'extérieur? Dans le *Populaire* à la tribune libre, nous avons dit ce que nous pensions. On nous a blâmés, nous nous sommes inclinés. Dans la Vie intérieure du Parti, nous avons dit ce que nous pensions, on nous blâme encore. Est-ce que l'on voudrait nous empêcher de penser et de dire ce que nous croyons être la vérité à nos camarades du Parti?

Nous sommes loyaux à l'égard de notre Parti; nous faisons confiance à l'honnêteté politique et à l'indépendance de ses militants. Aucune preuve sérieuse n'a pu être apportée ici pour établir la réalité d'un « complot » contre l'unité du Parti. Rien, dans l'idéologie de la Gauche Révolutionnaire, qui est démocratique et fidèle aux aspirations des masses, ne permet de maintenir cette prétention.

LE DOCUMENT COLLINET

On s'appuie sur une lettre de Collinet. Ce document-massue, émanant d'un camarade retenu en Espagne et qui écrit librement une lettre privée à quatre de ses amis sur la situation politique et les tâches de la Gauche Révolutionnaire n'a pu être utilisé qu'à la suite d'un méprisabie abus de confiance. Mais dès que certains de ses passages, arbitrairement tronqués ont commencé à circuler nous avons nous-mêmes demandé à la Fédération de la Seine sa publication intégrale et bien loin d'indigner les militants, il a été apprécié comme l'effort d'un camarade qui réfléchit à ses responsabilités et veut travailler dans le Parti.

Certes, il parle des « cellules socialistes » d'usine. Et cela prend un caractère mystérieux et assez en marge de la discipline formelle. Mais qu'est-ce que la discipline dans ce cas précis? Nous avons en effet, à la 15^e section, en dehors de toute décision de Congrès, il y a plus de quatre années déjà, constitué des groupes de militants socialistes sur la base de l'entreprise. C'est sans doute là une des raisons du développement remarquable de notre section, la plus forte de Paris, passant de 270 adhérents à 1.600 et conservant pour le Parti et pour ses délégués au Gouvernement, les senti-